



Aidspace

Independent observer
of the Global Fund

LORS DE LA 32E RÉUNION DU CONSEIL DU FONDS MONDIAL, UN ACCENT EST MIS SUR LES SYSTÈMES

La conclusion de la 32e réunion du Conseil d'administration du Fonds mondial depuis sa création en 2002 démontre une saine maturation de l'organisation et son adhésion à une procédure plus systématique de son mode de fonctionnement. Mais des questions persistent sur l'impact, l'équité et la gestion des ressources, ainsi que des inquiétudes sur les lacunes très réelles en termes de capacité et de flexibilité que ce modèle doit encore surmonter.

La plupart de ces préoccupations ont été abordées dans la discussion longue et animée qui a suivi la présentation le 21 novembre des résultats et des enseignements tirés du nouveau modèle de financement : les allocations initiales de ressources financières aux pays sur la base de leur charge de morbidité et de leur volonté de financer leur propre riposte au sida, à la tuberculose et au paludisme.

Enseignements tirés... ou à tirer du nouveau modèle de financement

Les délégations du Conseil d'administration ont souligné la nécessité d'une plus grande simplicité dans les processus et procédures du nouveau modèle de financement. De même, elles ont exigé que les notes conceptuelles visant à demander une part des 12 milliards de dollars disponibles jusqu'en 2017 se fondent sur des données de meilleure qualité, une analyse plus rigoureuse des besoins et une application plus saine de la méthodologie du Fonds mondial compte tenu des priorités nationales – en équilibrant les besoins des plus vulnérables avec ceux de la population plus large.

Le mot « plus » a résonné tout au long de la réunion : plus d'accent sur les droits de l'homme, le genre, le renforcement des communautés et les populations clés ; plus de ressources humaines dans le pays pour fournir une assistance technique durable afin de renforcer les capacités locales ; plus de fonds de

manière générale pour répondre aux interventions chiffrées prévues dans les plans stratégiques nationaux des pays. Cependant, la question de savoir comment trouver plus de fonds n'a pas été clairement répondue.

Parmi les problèmes mis en lumière par le Comité technique d'examen des propositions, on peut citer la lutte que les pays mènent pour lever ce qu'ils considèrent comme des obstacles liés au genre et au niveau de la communauté en matière d'accès aux services.

La discussion sur la charge de morbidité et la maîtrise de la propagation de l'épidémie, souligne un participant, semble s'être éloignée des pays très durement touchés vers les populations les plus durement touchées. Paradoxalement, déclare un autre, il semble que l'orientation et l'attention du Fonds mondial et l'engagement des ressources auprès de ces mêmes populations ont quelque peu découragé les gouvernements nationaux à défendre leur cause avec un soutien chiffré aux activités qui les ciblent.

Dans de nombreux pays, cette situation s'est traduite par le fait que les ressources nationales n'ont pas été dépensées sur les interventions ayant l'impact le plus marqué.

Par conséquent, comme l'a relevé le Comité technique d'examen des propositions, le Fonds se trouve devant un dilemme : essayer de financer les manques les plus critiques dans les programmes afin de combler de manière très claire les besoins en services essentiels, tout en limitant l'encouragement à l'innovation en raison du manque de financement disponible.

Ce dilemme a été aggravé par un certain nombre de décisions qui, bien que motivées par les meilleures intentions, semblent réduire la capacité à atteindre l'objectif global du Fonds : l'investissement en vue de l'impact pour réduire la propagation du sida, de la tuberculose et du paludisme.

D'après le CTEP, l'exhortation des pays à présenter pleinement leurs besoins afin de puiser dans le financement d'encouragement ou au-delà de la somme allouée, n'atteint pas son objectif. Bien plus, elle ne favorise pas des décisions d'investissement stratégiques visant un fort impact dans les programmes subventionnés, ce qui nourrit un « espoir de financement infondé qui peut affecter l'établissement des priorités nationales et réduire la volonté à mobiliser des fonds et d'autres financements au niveau local ».

Inquiétude persistante sur la situation des pays à revenu intermédiaire

Nulle part cette volonté de mobiliser les fonds nationaux et d'autres financements n'est plus affirmée qu'au sein des pays à revenu intermédiaire qui s'appêtent à se détacher progressivement de l'aide du Fonds mondial. Dans un document ([Undermining the Global Fight](#) – PDF, 4,8 Mo) dont la publication devait coïncider avec la réunion du Conseil d'administration, Open Society Foundations fournit une mise en garde sur la nécessité d'examiner les implications de la réorientation de la méthode d'allocation du Fonds mondial pour les populations clés au sein de ces pays.

« Le nouveau modèle de financement est surtout en contradiction avec les droits de l'homme en ce qu'il restreint brutalement le financement des populations qui font le plus systématiquement l'objet d'atteintes aux droits de l'homme. À défaut de protéger ces groupes contre les abus, l'efficacité du programme de lutte contre le VIH et les années d'investissements du Fonds mondial seront compromises », conclut le document.

Analyse des investissements recherchés pour les allocations à venir

Les délégations du Conseil d'administration ont également tenu à mieux comprendre le nouveau modèle de financement à mesure qu'il se déploie, en demandant que des analyses sur divers sujets soient faites avant la prochaine réunion du Conseil d'administration. Parmi les questions les plus intéressantes, on peut citer la valeur de l'assistance technique fournie qui indiquerait si l'investissement en matière

d'assistance technique a permis d'améliorer la qualité des notes conceptuelles en cours d'élaboration et approuvées, a relevé un participant. En tête de liste des vœux figurent des enquêtes sur la mesure dans laquelle le genre, les droits de l'homme et le renforcement de la communauté s'intègrent non seulement à l'élaboration de notes conceptuelles, mais également aux programmes.

Un autre domaine identifié comme nécessitant une étude plus approfondie est la mesure dans laquelle les notes conceptuelles conjointes VIH/tuberculose sont élaborées et contribuent à la qualité des programmes sans pénaliser ne maladie au profit d'une autre.

Enfin, de nombreuses délégations ont demandé des éclaircissements sur la manière dont le Fonds mondial définit son approche du renforcement des systèmes de santé — en particulier dans les États fragiles, sortant d'un conflit ou en proie à une instabilité chronique. Plusieurs délégués ont relevé que la combinaison de la pauvreté, des conflits et des épidémies avait des effets désastreux sur les pays frappés par le virus Ebola. Ils ont également souligné les manques énormes en matière de ressources humaines, d'infrastructures et de systèmes de santé.

Comme l'a affirmé un délégué : « Ebola nous apprend que tous les progrès réalisés peuvent être effacés par une épidémie grave ».

[Read More](#)
